



# CASDCI

# Infos



C

A

S

D



## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

17 OBJECTIFS POUR TRANSFORMER NOTRE MONDE

COMMON ACTION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT CÔTE-D'IVOIRE

société - innovation - éthique - responsabilité

Bulletin hebdomadaire d'informations du Common Action for Sustainable Development Côte d'Ivoire traitant de l'actualité nationale et internationale liée aux Objectifs de Développement Durable.

Numéro 006- Paraît chaque mercredi.

## A LA UNE

### RAPPORT STATISTIQUE ANNUEL DU HCR TENDANCES MONDIALES : 79,5 MILLIONS DE PERSONNES DÉRACINÉES À LA FIN 2019



Le rapport statistique annuel du HCR tendances mondiales publié deux jours avant la Journée mondiale du réfugié célébrée le 20 juin dernier, indique que 79,5 millions de personnes étaient déracinées à la fin 2019 avec 45,7 d'entre eux ayant fui vers d'autres régions de leur pays. Les autres sont partis à l'étranger, dont 4,2 millions étaient en attente de réponse à leur demande d'asile, tandis que 29,6 millions étaient des réfugiés ou comptaient parmi d'autres populations déracinées hors de leur pays. Selon le rapport, c'est aujourd'hui plus de 1% de l'humanité qui est

concerné par les déplacements forcés soit une personne sur 97. Aussi, de celles qui fuient, très peu arrivent à pouvoir rentrer dans leur pays d'origine. Dans les années 1990, 1,5 million de réfugiés en moyenne pouvaient rentrer dans leur pays d'origine chaque année. Au cours de la dernière décennie, ce chiffre est passé à environ 385 000, attestant d'une croissance des déplacements très supérieure aux solutions.

Par ailleurs, l'augmentation annuelle du nombre de personnes déracinées qui représentait 70,8 millions à la fin 2018, s'explique par deux facteurs. Le premier réside dans de nouvelles vagues préoccupantes de déplacements en 2019, notamment en République démocratique du Congo, dans le Sahel, au Yémen et en Syrie. La Syrie vit actuellement sa dixième année de conflit, représentant à elle seule 13,2 millions de réfugiés, demandeurs d'asile et de déplacés internes, soit un sixième du total mondial. Le deuxième facteur concerne la situation des Vénézuéliens hors de leur pays, dont beaucoup ne sont pas légalement enregistrés en tant que réfugiés ou demandeurs d'asile alors même qu'ils devraient faire l'objet de dispositions visant à assurer leur protection. Source : [UNHCR](#)

## COVID-19 : L'OMS ŒUVRE SANS RELÂCHE POUR FOURNIR AUX PAYS LES PLUS VULNÉRABLES DES CONCENTRATEURS D'OXYGÈNE



Alors que le coronavirus continue de sévir dans le monde entier, on note plus de 9,1 millions de cas signalés au 24 juin 2020 dont plus de 470 000 décès et des prévisions alarmantes annonçant 10 millions de cas positifs au cours de la semaine prochaine. Pour Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, face à cette accentuation de cas positifs, il y a urgence de réunir toutes les forces et de travailler avec tous les outils actuellement disponibles pour supprimer la transmission et sauver des vies surtout celles des populations

les plus vulnérables. Selon le chef de l'organisation onusienne l'un des moyens les plus efficaces pour sauver ces vies consiste à fournir de l'oxygène aux patients qui en ont besoin. Plusieurs reportages de presse publiés le mercredi 24 juin 2020 ont mis en évidence le rôle vital de l'oxygène dans le traitement des patients atteints de Covid-19 sévère et critique, lequel rôle a été un domaine de concentration intense pour l'OMS depuis le début de la pandémie. Les patients atteints de Covid-19 sévère et critique ont besoin d'oxygène médical produit à l'aide de concentrateurs d'oxygène pour acheminer des concentrations plus élevées d'oxygène dans leurs poumons faites de quoi ils verront leurs cellules et organes privés de l'oxygène dont ils ont besoin, ce qui conduira finalement à une défaillance organique et à la mort.

Face à un potentiel déficit de concentrateurs d'oxygène plus ou moins observé à l'échelle mondiale et surtout dans certains pays du globe, l'OMS et ses partenaires des Nations Unies travaillent avec des fabricants du monde entier par le biais de divers réseaux du secteur privé pour acheter ces équipements indispensables à la lutte contre le coronavirus surtout pour les pays qui en ont le plus besoin. A l'heure actuelle, ce sont 14 000 concentrateurs d'oxygène achetés par l'OMS qui seront envoyés dans 120 pays au cours des prochaines semaines. L'agence onusienne a également identifié 170 000 concentrateurs supplémentaires qui pourraient être disponibles au cours des six prochains mois, pour une valeur de 100 millions de dollars et a acheté 9.800 oxymètres de pouls. Un autre défi est que de nombreux patients atteints d'une maladie grave ont besoin d'un débit d'oxygène plus élevé que celui produit par la plupart des concentrateurs disponibles dans le commerce. En vue de relever ce défi, l'OMS aide plusieurs pays à acheter du matériel leur permettant de générer leur propre oxygène concentré en plus grandes quantités. Il s'agit d'une solution durable face à la crise de Covid-19 et même au-delà, cependant elle requiert une expertise technique en termes de maintenance. Source : [ONU Info](#)



COMMON ACTION FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT CÔTE D'IVOIRE  
société - innovation - éthique - responsabilité

**Bureaux CASD CI : Cocody Riviera Golf & Riviera Anono**

**28 BP 1763 Abidjan 28**  
**Tel : (+225) 22 43 71 30**  
**Mob : (+225) 08 01 31 39 - (+225) 78 94 12 67**  
**casdci@casdci.org**  
**www.casdci.org**

## LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION AIGUË EN ETHIOPIE : UN PARTENARIAT DE TROIS ANS LANCÉ PAR L'UNICEF ET LE PAM



Un partenariat de trois ans a été lancé en Ethiopie par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) pour aider le gouvernement à prévenir la malnutrition aiguë chez les enfants et les mères dans 100 districts et 600 écoles localisés dans les régions d'Afar, d'Amhara, d'Oromia, les populations des nations du Sud, de Somali et de Tigré. Cette année, 4,4 millions de personnes en Ethiopie auront besoin d'un traitement contre la malnutrition sévère et aiguë dont 2,7 millions d'enfants et 1,7 million de femmes

enceintes et allaitantes.

Par ce partenariat, les deux agences onusiennes entendent appuyer Addis Abeba à fournir aussi bien des informations sur la santé et la nutrition ainsi qu'une alimentation scolaire à 200 000 enfants dans les régions Afar et Somali. De façon générale, avec une approche combinant des activités de prévention et un accès élargi au traitement, il s'agira d'aider l'Éthiopie à se rapprocher de l'objectif de réduire la malnutrition aiguë chez les enfants de près de 10 % à moins de 3 % d'ici 2030. Source : [ONU Info](#)

## SELON DES EXPERTS DE L'ONU, LES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES (MGF) SE POURSUIVENT EN TOUTE IMPUNITÉ AU MALI



Dans un rapport publié le mercredi 24 juin 2020, le Comité des droits de la femme des Nations Unies (CEDAW) indique que l'absence de criminalisation des mutilations génitales féminines (MGF) au Mali constitue une violation des droits fondamentaux des femmes de ce pays d'Afrique de l'Ouest. De plus, le CEDAW à travers ce rapport a souligné plusieurs faits majeurs notamment les souffrances considérables engendrées par cette pratique sur les femmes et les jeunes filles dès leur plus jeune âge en termes d'effets graves sur la santé physique,

psychologique, sexuelle et reproductive ; le caractère croissant des MGF et l'inaction de l'Etat du Mali face à cette pratique honteuse entraînant parfois la mort de plusieurs femmes ou jeunes filles. En 2015, 82,7 % des femmes âgées de 15 à 49 ans et 76,4 % des filles âgées de 0 à 14 ans avaient subi des mutilations génitales féminines. Le rapport a par ailleurs montré que le Mali a la plus forte prévalence de MGF en Afrique de l'Ouest. Alors que la plupart des pays de la région adoptent des lois interdisant cette pratique, ce pays la considère encore comme une pratique traditionnelle laissant ainsi ces auteurs en toute impunité. A l'issue de ce document, le comité onusien a formulé un ensemble de 31 recommandations d'action comprenant l'adoption du projet de loi sur la prévention et la répression de la violence sexiste au Mali et la parfaite implication du gouvernement, des chefs religieux et communautaires et des autres parties prenantes dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de lutte contre les MGF dans tout le Mali. Source : [ONU Info](#)